

**CARE, avec le soutien de la fondation Friedrich Naumann
Organise un Petit déjeuner – débat animé par
Nacereddine Hammouda à l'ESAA – Pins Maritimes – ALGER
Jeudi 10 Juin 2010 – 9h00**

"L'EMPLOI INFORMEL : ENTRE EXCLUSION SOCIALE ET DYSFONCTIONNEMENT ECONOMIQUE"

REVUE DE PRESSE

The logo for "Le Temps D'ALGERIE" features the title "Le Temps" in a large, bold, black serif font. Below it, the words "D'ALGERIE" are written in a smaller, black, sans-serif font, centered under a horizontal orange bar.

Samedi 12 Juin 2010 - Page 3

Fella MIDJEK

Sur un total de 9 millions d'emplois : **Près de la moitié sont informels**

En 2009, sur un total de plus de 9 millions d'emplois, 3 à 4 millions sont informels, a indiqué au Temps d'Algérie ce jeudi à Alger Nacereddine Hammouda, Economiste et Directeur de recherche au Centre de recherche en économie appliquée au développement (Cread).

«**L'EMPLOI** informel est celui qui n'est pas déclaré au niveau de la sécurité sociale», selon la définition de M. Hammouda. «Il s'agit de l'emploi non agricole et non déclaré car généralement, l'emploi dans le secteur agricole a un traitement à part», a-t-il expliqué en marge de la conférence sur la question, organisée jeudi par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care). L'emploi informel peut être évalué grâce à des enquêtes annuelles auprès des ménages en Algérie menées par le Cread pour déterminer un indicateur. Selon cet économiste, «l'évolution de cet indicateur depuis quelques années, de 1990 à ce jour, a permis d'aboutir à des résultats».

Hors agriculture, entre 40 à 50% des emplois ne sont pas déclarés en Algérie, a-t-il noté. Cette non- déclaration concerne, selon la même source, plus les auto-emplois, l'emploi temporaire (non permanent) mais aussi les emplois permanents dans le secteur privé. Comme ce dernier est le principal créateur d'emploi la part de cet emploi non déclaré est de plus en plus importante. Par secteur d'activité, le BTPH (bâtiment, travaux publics et hydraulique) et le commerce sont les secteurs qui enregistrent les plus forts taux d'informalisation, a-t-il précisé.

M. Hammouda relèvera qu'«il y avait des formes d'exclusion sociale qui constituaient le vivier du secteur informel qui lui-même est dû à un certain nombre de dysfonctionnements économiques en termes de rigidité du secteur productif en Algérie, de la déconnexion du système des prix internationaux, des niveaux de rémunération du travail, un contexte institutionnel qui ne s'est pas adapté à cette nouvelle donne, soit la nouvelle configuration du système productif et le poids du secteur privé qui prend de plus en plus d'importance en particulier de la très petite entreprise (TPE) et la micro entreprise».

La nécessité d'un débat social Selon lui, un débat social qui impliquerait l'ensemble des intervenants, les opérateurs économiques et industriels, les syndicats, les associations économiques, les impôts, les différentes caisses de sécurité sociale, les économistes et les chercheurs devrait être mené pour se concerter sur la situation actuelle de l'emploi et sur ce secteur informel. A son sens, «on n'a pas encore atteint un optimal social» en Algérie, le secteur informel prend de plus en plus de l'ampleur, il y a fuite devant l'impôt social (cotisations) qui risque de mettre à mal la pérennité du système de protection sociale tel qu'il a été configuré au jour d'aujourd'hui». Enfin, pour lui, «la clé pour réduire cet emploi informel réside dans le lien entre augmentation des salaires dans le secteur formel à la productivité» et «au lieu de distribuer la rente dans les dépenses publiques, il faudra distribuer la richesse, soit la croissance économique, qui vient d'enregistrer 5 points de plus, qui devra être discuté en tripartite».



Samedi 12 Juin 2010 - Page 11

Badreddine KHRIS

LE MARCHÉ INFORMEL PREND DES PROPORTIONS ALARMANTES EN ALGÉRIE

L'exclusion sociale : un facteur favorisant

Néanmoins, la rigidité de l'économie nationale et ses multiples dysfonctionnements n'ont, également, fait qu'aggraver le fléau.

Beaucoup d'experts et analystes estiment que l'émergence du secteur de l'informel de par le monde est essentiellement due à l'exclusion sociale.

Celle-ci demeure un phénomène mondial. Est considéré exclu, tout citoyen qui n'a ni la liberté ni le droit d'agir et de participer à la vie sociale du groupe et de la société qui le rejette. Il se trouve ainsi écarté des structures et institutions du système économique, politique, culturel, idéologique dominant. L'exclusion interne aux sociétés s'explique par des raisons liées à l'origine sociale, les conditions socioéconomiques, l'expérience professionnelle, les capacités physiques et intellectuelles, l'âge, la langue, la race, l'émigration...Les mesures prises pour tenter d'enrayer le phénomène restent souvent discriminatoires. L'on peut citer l'exemple des postes de travail permanents pour des non exclus et précaires pour les exclus. La faiblesse des revenus des salariés constitue, en outre, cette raison encourageant l'intéressé à chercher d'autres voies et moyens, souvent informels, pour arrondir ses fins de mois...

Les victimes se débrouillent donc à leur manière loin des circuits officiels dits formels. Ces gens se lancent ainsi dans des activités informelles pour subvenir à leurs besoins quotidiens. Cette idée a été développée par le Dr Nacereddine Hammouda, un spécialiste de la question, jeudi, lors d'un séminaire organisé par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care).

Le conférencier s'interroge sur la part de la valeur ajoutée qui va aux salaires. Pour le Dr Hammouda, il faut qu'il y ait une relation entre la rémunération et la productivité. Ainsi, si les augmentations salariales, avoue t-il, ne sont pas effectuées en liaison avec la productivité, on ne fera que redistribuer la rente pétrolière. Plus de 50% de la richesse du pays émanent des hydrocarbures. C'est cette rente, déplore-t-il, qui est distribuée et non les gains issus de la fiscalité. En 2008 déjà, les services du ministère du Commerce évaluaient ce marché informel à environ 55 milliards de dinars, soit l'équivalent de 900 millions de dollars. Ce montant, avait-on expliqué alors, comporte d'importantes charges fiscale et parafiscale qui échappent au Trésor public et aux caisses d'assurance.

Il existait, il y a quelques années, environ 450 marchés informels à travers le territoire national avec plus de 90.000 intervenants, soit un taux de 9% du nombre global des inscrits au registre du commerce. C'est un danger parce qu'une activité qui ne paye pas d'impôts exerce une concurrence déloyale pour celle (activité) qui est déclarée. Les entreprises qui ont pignon sur rue font face, tant bien que mal, à cette compétition illégale. Face à cette situation, les experts préconisent l'allègement des charges fiscale et parafiscale des entreprises. L'économie informelle a pris de l'ampleur ces dernières années dans notre pays, portant un lourd préjudice au Trésor public. Par ailleurs, la rigidité de l'économie nationale et ses multiples dysfonctionnements tels que les lourdeurs administratives n'ont fait qu'aggraver le fléau. Le choix des politiques économiques a également permis à ce phénomène de s'accroître sensiblement en Algérie.



LE MAGHREB - TELEGRAMME

L'emploi informel : entre exclusion sociale et dysfonctionnement économique

Continuant à mener son programme de rencontres pour susciter et stimuler le débat autour de l'entreprise et de l'économie en général, le cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise - CARE - organise avec le soutien de la fondation Friedrich Naumann - un petit déjeuner débat, le jeudi 10 juin 2010 à l'ESAA - Pins maritimes - Alger à 09h00 ayant pour thème : " l'emploi informel : entre exclusion sociale et dysfonctionnement économique " Sujet important car il est aujourd'hui une grande barrière à la compétitivité des entreprises et pourrait demain constituer un moteur de croissance si les méthodes d'analyse de ce problème et les solutions adoptées s'inspirent des recherches et des succès stories dans le domaine.